

Laurence DUMONT

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIOS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Sport, jeunesse et vie associative - [27 mai 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. [2 avril 2008] (p. 1133)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 137, posée le 29 janvier 2008. Défense. ECMSSA (J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Restructuration, Mondeville (p. 555)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 1737)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2159)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : langue française (p. 2160)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2160)

Etrangers : regroupement familial : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2159)

Langue française : usage : regroupement familial (p. 2159)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2346)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2347)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2346)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2347)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2347)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)

Procédure des questions :

Défense : casernes : Basse-Normandie (p. 4151)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : étrangers (p. 3811)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4761)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2279)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2279)

Etrangers : droit de vote (p. 2280)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3236)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par

l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 5231)